

Accord professionnel

**HOSPITALISATION PRIVÉE / SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL À CARACTÈRE COMMERCIAL**

**Avenant n° 8 du 2 novembre 2021**

à l'accord du 26 février 2001  
relatif au financement du paritarisme

NOR : ASET2151227M

IDCC : 2264

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**SYNERPA ;**

**FHP,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FSS CFTD ;**

**FSPSS FO ;**

**FSAS CGT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Le présent avenant a pour objet d'affecter les fonds recueillis par le FONGESMES, l'association de gestion du paritarisme du secteur sanitaire, social et médico-social à caractère commercial, dédiés au fonctionnement de la CPNE-FP et de la CPPNI et non utilisés à ce titre, conformément à l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant n° 5 à l'accord de branche sur le financement du paritarisme.

**Article 1<sup>er</sup> | Solde des cotisations**

Le bilan, transmis aux membres de la CPPNI, et constaté par le conseil d'administration paritaire de l'association de gestion du paritarisme, le FONGESMES, fait état d'une sous-utilisation des fonds dédiés au fonctionnement de la CPNE-FP et de la CPPNI d'un montant de 10 779 € (dix mille sept cent soixante-dix-neuf euros).

## **Article 2 | Affectation des fonds non utilisés**

Dans le cadre de l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant n° 5 à l'accord de branche sur le financement du paritarisme, les membres de la CPPNI décident que le solde des cotisations non utilisées au titre de l'année 2020 et visé par l'article 1<sup>er</sup> du présent avenant, est réparti de la manière suivante :

10 779 € (dix mille sept cent soixante-dix-neuf euros) à répartir entre les organisations syndicales de salariés représentatives, dont 5 389,50 € (cinq mille trois cent quatre-vingt-neuf euros et cinquante centimes) réparti de manière égalitaire entre les organisations syndicales représentatives, soit 1 796,50 € par OS et 5 389,50 € (cinq mille trois cent quatre-vingt-neuf euros et cinquante centimes) proportionnellement à la représentativité de chaque organisation syndicale de salariés représentative, conformément à l'arrêté du 21 juillet 2017 en vigueur lors de l'exercice 2020.

## **Article 3 | Entrée en vigueur**

Le présent avenant prendra effet à sa date de signature.

## **Article 4 | Extension. Dépôt**

L'extension du présent avenant sera demandée par la partie la plus diligente.

Le présent avenant sera déposé en 2 exemplaires, auprès de la DGT, une version signée du présent avenant sur support papier et une version sur support électronique. Un exemplaire sera adressé au greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Le présent avenant est fait en nombre suffisant pour remise à chacun des signataires, plus les exemplaires destinés au dépôt légal.

*Fait à Paris, le 2 novembre 2021.*

(Suivent les signatures.)